

PRÉFECTURE DE LA VENDÉE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES,
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES
Bureau du tourisme
et des procédures environnementales et foncières
Service des installations classées
pour la protection de l'environnement

Dossier n° 89/8459
Opération n° 2009/0510

ARRETE n° 09-DRCTAJ/1-

736

mettant en demeure le directeur de la société BOUYER LEROUX de respecter les prescriptions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 pour son installation au 30, rue de la Tuilerie à SAINT-MARTIN-DES-FONTAINES

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L. 514-1, R 512-1 à R 517-10 ;

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 réglementant les activités de la société BOUYER LEROUX à SAINT-MARTIN-DES-FONTAINES ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2009, constatant le non respect des émergences sonores réglementaires ;

VU la notification du projet d'arrêté à l'exploitant, en date du 18 mai 2009, l'invitant à présenter ses observations ;

VU la réponse de l'exploitant en date du 6 octobre 2009 ;

CONSIDERANT que la société BOUYER LEROUX ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté d'autorisation, article 6.2.1, en terme de respect des valeurs limites d'émergences sonores ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Vendée ;

ARRETE

Article 1 : La société BOUYER LEROUX , dont le siège social est à LA SEGUINIÈRE, est mise en demeure de respecter, avant le 31 janvier 2010, les prescriptions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008, en réalisant les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations du site avec les valeurs limites d'urgences sonores prévues à cet article, pour son installation située à SAINT-MARTIN-DES-FONTAINES.

Article 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, avant le 1^{er} mars 2010, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1, à savoir les résultats d'une mesure des émissions sonores faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé ; les emplacements des points de mesure seront définis de manière à apprécier le respect des valeurs limites d'urgence dans la zone à émergence réglementée où se trouve l'habitation du plaignant.

Article 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-MARTIN-DES-FONTAINES et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

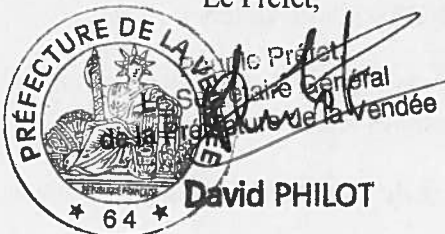
Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de SAINT-MARTIN-DES-FONTAINES pendant une durée minimale d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de SAINT-MARTIN-DES-FONTAINES et envoyé à la préfecture de la Vendée - direction des relations avec les collectivités territoriales et des affaires juridiques, bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Vendée, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, le maire de SAINT-MARTIN-DES-FONTAINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société BOUYER LEROUX par lettre recommandée avec accusé de réception et dont copie sera adressée au sous-préfet de l'arrondissement de FONTENAY-LE-COMTE.

Fait à La ROCHE-SUR-YON, le 17 DEC. 2009

Le Préfet,



ARRETE n° 09-DRCTAJ/1- 736 mettant en demeure le directeur de la société BOUYER LEROUX de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008 pour son installation au 30, rue de la Tuilerie à SAINT-MARTIN-DES-FONTAINES

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

(Partie Législative)

Livre V

PREVENTION DES POLLUTIONS, DES RISQUES ET DES NUISANCES

Titre Ier

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Chapitre IV Contrôle et contentieux des installations classées

Section 1 : Contrôle et sanctions administratifs

Article L514-1

I - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;

2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

II. - Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du I peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues aux 2° et 3° du I.

III. - Lorsque l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative fait l'objet d'une opposition devant le juge administratif, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue, statuant en référé, peut, nonobstant cette opposition, à la demande du représentant de l'Etat ou de toute personne intéressée, décider que le recours n'est pas suspensif, dès lors que les moyens avancés par l'exploitant ne lui paraissent pas sérieux. Le président du tribunal statue dans les quinze jours de sa saisine.

